

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 04 /05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

ENTREPOT PETROLIER DE DIJON

1 rue de l'Aspirant Pierrat
21600 LONGVIC

Code AIOT : 0005401255

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2023 dans l'établissement ENTRE-
POT PETROLIER DE DIJON implanté 1 rue de l'Aspirant Pierrat 21600 LONGVIC. Cette partie «
Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENTREPOT PETROLIER DE DIJON
- 1 rue de l'Aspirant Pierrat 21600 LONGVIC
- Code AIOT : 0005401255
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement objet du présent rapport est composé principalement d'un stockage d'hydrocar-

bures liquides répartis en 7 réservoirs aériens. L'établissement stocke des hydrocarbures liquides de type essence et de type gazole, fioul. L'entrepôt Pétrolier de Dijon (EPD) distribue des carburants qui sont commercialisés dans les stations-service de sa zone de chalandise. L'exploitant a pour projet l'installation d'un bac enterré d'éthanol. Le PAC sera déposé sous peu.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 2023 : Accidentologie SEVESO

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - x le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - x les observations éventuelles ;
 - x le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - x le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avait(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Recensement des événements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	/	Sans objet
3	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	/	Sans objet
5	Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avait(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
4	Audits et revues de direction	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'établissement EPD vise à contrôler la gestion d'un événement accidentel, notamment à travers le système de gestion de la sécurité (SGS). Il a été constaté que l'exploitant a mis en place des procédures permettant d'encadrer l'enregistrement et les suivis des événements sur le site. L'exploitant enregistre les événements survenus sur les sites à travers deux logiciels RAMSES et MySefty. En revanche, la grille de cotation de gravité des événements établie par l'exploitant ne

permet pas de répondre à l'ensemble des exigences de l'article R512-69 de CE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : <u>Questions posées :</u> Les procédures du SGS s'appliquent-elle à l'ensemble du site ? Existe-t-il un tableau de suivi des événements du site ? <u>Réponse de l'exploitant :</u> Un système de management intégré OneMaestro est mis en place sur l'ensemble des sites du groupe. Il est établi selon les normes 14001, 18001, et 45001. Les Procédures "Compagny Rool (CR)" faisant partie du système et notamment la procédure CR-GR-HSE-01 précise dans son champ d'application : « Applicables par toutes les entités et filiales du Groupe ». Les procédures "Manuel Intégré d'exploitation Logistique (MIEL)" viennent ensuite pour compléter le système HQSE et détaillent l'application du système de management sur le site. La procédure OPD-OM-FR-SL-MIEL-11 reprend le champ d'application du SGS en précisant que les procédures s'appliquent à l'ensemble du site. La base unique d'événements RAMSES regroupe l'ensemble des événements à partir du niveau de gravité 2 (échelle exploitant). Cette base est définie dans la procédure CR-HSE- 801 datant du 04/09/2018. Les événements de niveau 1 sont répertoriés dans une application MySefty. Les deux tableaux ont été présentés à l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Recensement des évènements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des performances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Questions posées :</u></p> <p>Quelle organisation/procédure est mise en place pour détecter et faire remonter les incidents/ac-cidents ? A qui cela est-il remonté ?</p> <p>Qu'est-il prévu pour inciter à la remontée des informations par tous les personnels ?</p> <p>Comment sont discriminés (hiérarchisés) les événements ? Cela permet t'il d'identifier les acci-dents majeurs ? Est-ce que les critères de l'échelle européenne sont utilisés ? Prise en compte de la sollicitation ou des dysfonctionnements de MMR/MMRi ?</p> <p><u>Réponse de l'exploitant :</u></p> <p>La procédure SLF-DEP-MIEL-10 encadre les différentes étapes à réaliser lorsqu'un évènement acci-dentel se produit. L'exploitant doit notamment déterminer le niveau de gravité de l'évènement à partir d'une matrice (point B 10.1.3) et définir les causes de l'évènement (point B 10.2).</p> <p>L'enregistrement de l'évènement est réalisé selon le chapitre B.10.2.3. : les évènements de niveau 1 sont répertoriés dans l'application MySefty ;</p> <ul style="list-style-type: none"> les évènements de niveau 2 et plus sont regroupés dans la base d'évènements RAMSES. <p>Il est précisé dans le chapitre 10.2.3, que lorsque le niveau de gravité est supérieur ou égal à 2, la base doit être renseignée sous 2 jours après l'évènement. C'est ce même logiciel qui gère la trans-mission des évènements à l'ensemble des personnes concernées.</p> <p>Par sondage, l'Inspection a vérifié le respect de cette procédure pour l'évènement survenu le 23/08/22 : Mélange croisé des produits. Le délai de 2 jours n'est pas respecté (10 jours de délai entre l'évènement et l'enregistrement).</p> <p>L'inspection souligne que le délai pour renseigner l'évènement dans la base doit être respecté. Au vu de la matrice de gravité défini au point 10.1.3, l'inspection s'interroge sur la capacité de l'ex-ploitant de définir le niveau de gravité dans un délai de 2 jours. En effet, la matrice prévoit en fonction des pertes économiques un niveau de gravité différent. Il est difficile de définir les pertes économiques en seulement 2 jours.</p> <p>Chaque employé peut procéder à l'enregistrement dans les deux logiciels RAMSES et MySefty. L'exploitant a également mis en place, à l'échelle internationale, la "stop carte" qui permet d'arrê-ter un chantier ou un procédé en cours dès qu'on constate une anomalie.</p> <p>L'existence de cette carte est annoncée dans le film d'accueil à chaque visite du site.</p> <p><u>Non-conformité n° 1</u></p> <p>Le délai défini dans la procédure enregistrement des événements doit être respecté. Il est toute-fois intéressant de vérifier si le délai de 2 jours est bien approprié.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).</p> <p>A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Questions posées :</u></p> <p>Quelle organisation est mise en place pour analyser les anomalies et défaillances ?</p> <p>Quelle méthode est utilisée pour identifier les causes ?</p> <p>Comment sont définies les mesures à mettre en place et comment le suivi de la mise en place des ces mesures est-il réalisé?</p> <p>Quel moyen est mis en place pour s'assurer que les mesures mises en place sont efficaces et connues des opérateurs ?</p> <p>Y a-t-il une réévaluation des mesures programmées après un délai défini au moment de l'analyse de l'anomalie / la défaillance ?</p> <p><u>Réponse de l'exploitant :</u></p> <p>Le chapitre 8.01 du manuel MAESTRO CRFR HSEQ 100, le chapitre 08.02 "processus d'investigation et analyse" décrivent la gestion des anomalies des MMR et MMRI. Les événements concernant les MMR et MMRI sont répertoriés dans RAMSES.</p> <p>Par sondage, l'Inspection a vérifié le respect de la procédure "processus d'investigation et analyse" pour deux événements concernant les MMR :</p> <p>1) <u>événement survenu le 19/08/22</u> : défaut du détecteur gaz, déclenchements intempestifs. Le délai de 2 jours n'est pas respecté (1 mois de délai entre l'événement et l'enregistrement) ; intervention du technicien le 29 août 2022 ;</p> <p>2) <u>événement survenu le 12/01/22</u> : panne du détecteur gaz GT0313. Le délai de 2 jours a été respecté ; mise en place d'une balise pour seulement le report d'alarme (sans asservissement).</p> <p>L'inspection a précisé qu'en cas d'indisponibilité des MMR, il convient d'informer l'inspection de cette indisponibilité ainsi que des mesures compensatoires mises en place.</p> <p><u>Non-conformité n° 2</u></p> <p>Le délai défini dans la procédure d'enregistrement des événements doit être respecté. Il est toutefois intéressant de vérifier si le délai de 2 jours est bien approprié.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Audits et revues de direction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Questions posées :</u></p> <p>Quelle est l'organisation mise en place et quelles sont les procédures pour permettre l'évaluation périodique et systématique de la PPAM et l'atteinte des objectifs ?</p> <p>Une organisation spécifique a-t-elle été mise en place concernant le contrôle des objectifs et procédures?</p> <p>Quelles « corrections » sont apportées en cas de non-respect des objectifs et de la politique définie?</p> <p>Des indicateurs ont-ils été définis pour suivre et évaluer le respect des objectifs?</p> <p>La dérive des indicateurs implique-t-elle des mesures correctives?</p> <p>La communication interne de ses indicateurs est-elle assurée, vers qui, comment?</p> <p>Est-ce que des audits ont été réalisés sur la gestion des accidents / incidents / défaillances ou anomalies des MMR ?</p> <p><u>Réponse de l'exploitant :</u></p> <p>La PPAM date du mois de janvier 2020 et est spécifique à l'entrepôt de Longvic. L'évaluation périodique de la PPAM et du SGS est réalisée à travers les revues de direction.</p> <p>Le processus des audits est intégré dans le système OneMaestro. La procédure MIEL 11, chapitre 9.2 "Programme d'autoévaluation et les audits" du système de gestion précise les modalités des audits. Le chapitre 9.1 les attentes HSE concernant les audits internes.</p> <p>Un audit Maestro qui dure 3 jours, a lieu tous les 3 ans et un audit du Système de Management Intégré a lieu tous les ans.</p> <p>Le dernier audit Maestro date du 8 juin 2022. Le destinataire du rapport d'audit est le Directeur général de Total Energies Marketing France.</p> <p>L'équipe était composée de 3 auditeurs : 1 auditeur métier et 2 personnes spécialisées dans les audits. 6 remarques mineures (niveau P3) ont été relevées lors de cet audit et sont en cours de traitement ou ont été traitées. Les actions à réaliser, suite à cet audit, sont rentrées dans RAMSES. Un échéancier est prévu pour chaque remarque. Il est constaté que certaines actions sont déjà terminées, comme la signalétique de la tuyauterie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Information de l'ICC des accidents/incidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Questions posées :</u></p> <p>Quelle organisation est mise en place pour informer l'IIC d'un événement (incident/accident/...) ?</p> <p>Quels sont les critères définis pour cette information ?</p> <p>Quels sont les critères définis par l'exploitant pour déclencher l'envoi d'un rapport d'accident ?</p> <p>Quelle organisation est mise en place pour analyser les événements ?</p> <p>Quelle méthode est utilisée pour identifier les causes ?</p> <p>Comment sont définies les mesures à mettre en place et comment le suivi de la mise en place de ces mesures est-il réalisé?</p> <p><u>Réponses de l'exploitant</u></p> <p>La procédure CR-GR-HSE-801 décrit l'évaluation du niveau de gravité des événements (point 3.2) ainsi que les modalités de communication et de reporting (point 3.3.) y compris vis-à vis de l'Inspection.</p> <p>L'exploitant prévoit de déclarer à l'inspection les évènements de gravité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • égale ou supérieur à 4 ; • ou égale et supérieur à 3 pour l'impact médiatique <p>La grille de cotation du niveau de gravité se trouve à l'Annexe 1 de la procédure précitée.</p> <p>Lorsqu'on compare cette grille de cotation de la gravité avec la grille de lecture des critères de notification des accidents majeurs et de caractérisation des accidents selon les indicateurs de l'échelle européenne, on constate que des évènements qui sont considérés comme des accidents au sens de cette grille de lecture, ne seraient pas déclarés par l'exploitant.</p> <p>On constate par exemple, que dans le cadre des dommages matériels, l'exploitant pourrait seulement déclarer un accident à partir de 2 millions d'euros soit le montant pour un accident majeur. On peut également voir qu'en cas de blessé, il n'y a pas d'obligation de déclaration à l'inspection (gravité 2), alors que la grille de lecture le classe en accident.</p> <p>Ainsi, cette grille ne permet pas de s'assurer que les incidents et accidents soient déclarés à l'inspection en application de l'article R512-69 du Code de l'environnement.</p> <p>Ceci peut être à l'origine de non transmission de certains événements survenus sur site.</p> <p><u>Demande de complément n°1 :</u></p> <p>Il convient que l'exploitant s'assure et justifie que sa grille de gravité permet bien de répondre aux obligations de l'article R 512-69 de CE, notamment à l'obligation de déclaration des incidents et</p>

accidents à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet